

ENGAGEMENTS MÉTHODOLOGIQUES :

Expérimenter, pratiquer, critiquer les démarches participatives dans le champ du vieillissement

18 octobre 2019 de 9h00 à 17h30 - BSHM, Salle A6 Campus Saint-Martin-d'Hères – Grenoble

Journée scientifique de l'ILVV organisée par Solène Billaud et Thibault Moulaert
Laboratoire Pacte (UMR5194)

Le vieillissement de la population est devenu un sujet d'intérêt public majeur, la réalité démographique rejoignant les questions politiques et citoyennes à l'instar des « choix et contraintes budgétaires » dans les domaines de la retraite, de l'accompagnement de la perte d'autonomie ou encore dans la quête de nouveaux modes d'habiter aux grands âges ou d'adapter les villes au vieillissement (« Villes amies des aînés ») ou aux situations de démence (« Villes amies de la démence »). Ancrée dans ce contexte social, les recherches en sciences humaines et sociales sur le vieillissement permettent de discuter la classique distinction entre « science pour la science » et « science pour l'action », entre recherche « pure » et « recherche-action » (Hummel, Mallon, & Caradec, 2014, pp. 15–16). Elles posent la question d'une production scientifique qui ne soit pas exclusive de ces deux aspects mais inclusive. Peut-on imaginer des sciences du vieillissement qui, à l'instar de la « gérontologie sociale » (Putney, Alley, & Bengtson, 2005), renvoient à la fois à la « science pour la science » et à la « science au côté de l'action » sur le modèle de la « sociologie publique » (Burawoy, 2009; Clawson et al., 2007) ? En effet, de nombreux acteurs institutionnels ou associatifs investissent ces problématiques, participant à la production de connaissances et au développement ou à l'identification de voies de recherche innovantes.

Cette journée scientifique de l'ILVV, portée par le laboratoire PACTE, se propose de mener une **réflexion interdisciplinaire sur les choix et décisions qui orientent nos méthodes de recherche dans le champ du vieillissement. Il s'agit d'interroger nos formes multiples et non nécessairement homogènes « d'engagements méthodologiques » lorsque, comme dans d'autres domaines, la science devient « participative »**. La journée mettra alors en valeur les manières dont les chercheurs questionnent, remettent en cause ou transcendent les découpages méthodologiques à travers leurs rapprochements avec des acteurs sociaux ou les sujets eux-mêmes dans la production des résultats. Nous questionnerons les différences de légitimité de ces approches et la diversité de leurs mises en pratique(s) dans des contextes nationaux et internationaux valorisant de plus en plus, à travers la recherche sur contrat, des formes de recherche interdisciplinaire et participative. Que signifie au juste la « participation » ? Qui « participe » ? En quoi ces recherches se distingueraient-elles de recherches qui n'envisageraient pas de rapport à l'action ? Comment les chercheurs se positionnent-ils, et positionnent-ils leurs études, face aux commanditaires et aux destinataires de celles-ci ? Comment composent-ils avec les diverses échelles auxquelles sont produites et utilisées les données ?

Tout au long de cette journée, des interventions de chercheurs de nationalités, de disciplines et de méthodologies différentes permettront de nourrir les discussions afin d'éclairer les sens, non nécessairement convergents, que peut prendre la « participation » quand elle se confronte au vieillissement de la population et aux individus vieillissants.

Références

Burawoy, M. (2009). Pour la sociologie publique. *Actes de La Recherche En Sciences Sociales*, 176–177(1), 121. <https://doi.org/10.3917/arss.176.0121>

Clawson, D., Zussman, R., Misra, J., Gerstel, N., Stokes, R., Anderton, D. L., & Burawoy, M. (Eds.). (2007). *Public Sociology: Fifteen Eminent Sociologists Debate Politics and the Profession in the Twenty-first Century*. Berkeley: University of California Press.

Hummel, C., Mallon, I., & Caradec, V. (2014). *Vieillesse et vieillissements : regards sociologiques*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

Putney, N. M., Alley, D. E., & Bengtson, V. L. (2005). Social gerontology as public sociology in action. *The American Sociologist*, 36(3–4), 88–104. <https://doi.org/10.1007/s12108-005-1018-9>

COMPTE RENDU DE LA JOURNÉE SCIENTIFIQUE

Avec un peu plus de 40 personnes présentes, cette journée est venue souligner l'intérêt de s'interroger sur les pratiques qui, sous des vocables divers et non stabilisés (recherche participative, recherche-action, co-recherche, recherche partenariale, etc.) cherchent à **explorer des manières renouvelées de produire de la connaissance sur le vieillissement en y associant des publics (personnes âgées, professionnels, familles, ...)**. Cet appel à la participation n'est pas propre à la vieillesse ni aux processus de l'avancée en âge. On le retrouve dans la sollicitation des habitants dans les politiques de la ville (Carrel, 2013), dans l'implication des pairs et la prise en compte des « savoirs expérientiels » dans la prise en charge socio-sanitaire du handicap, des maladies mentales ou d'autres situations jugées socialement marginales (Gardien & Jaeger, 2018) ; les pratiques professionnelles et la recherche dans les domaines de l'aménagement urbain, de l'architecture et de la géographie sociale et humaine ne sont pas en reste pour penser et aménager les lieux de manière partagée. Enfin, le rapport sur « Les sciences participatives en France » faisait déjà état d'une grande diversité de pratiques participatives, tout en rappelant leurs racines anciennes, à l'instar des observations astronomiques, ainsi qu'une focalisation française de ce type de pratiques sur l'agriculture et l'environnement tandis que les États-Unis (et le Canada) les centreraient davantage « sur la santé en relation avec une tradition de community based research » (INRA, 2016, p. 25).

LES MÉTHODES PARTICIPATIVES : UN DÉFI POUR LA RECHERCHE EN MATIÈRE DE VIEILLISSEMENT

À Grenoble, le 18 octobre 2019, cette journée débute par l'accueil institutionnel de **Fabienne Martin-Juchat**, Chargée de mission valorisation des Sciences Humaines et Sociales et Chef de Projet « Maison de la Création et de l'Innovation » auprès de la Vice-Présidence Recherche de l'Université Grenoble-Alpes. Ses propos soulignent l'intérêt des SHS pour le croisement des méthodologies, notamment comme un moyen possible pour mieux prendre en compte les vulnérabilités. De son point de vue, dans une perspective qui puise aux approches de J. Dewey pour construire des « publics », il s'agit de réfléchir aux langages qui permettent d'élaborer des savoirs communs ; et, pour les chercheurs, il s'agirait d'oser mettre à jour les démarches méthodologiques en faveur de ces approches participatives, de questionner leurs avantages et leurs limites.

La directrice adjointe de l'ILVV, **Agnès Gramain**, poursuit l'introduction de la journée en rendant tout d'abord hommage à Michel Frossard, économiste grenoblois, en posant une question redoutable à partir d'un double point de vue : d'une part, l'économiste s'interroge pour savoir si les personnes âgées peuvent être autre chose que des informateurs ou des alliés. Peuvent-elles réellement devenir des co-chercheurs ? Et si oui, à quelles conditions ? En effet, du point de vue de l'économie classique, la proximité induite par ce type de démarche provoquerait inévitablement des biais sur la production de connaissance de la réalité car l'outil de mesure n'est pas neutre. D'autre part, à partir d'un regard d'experte des politiques publiques du vieillissement depuis de nombreuses années, A. Gramain souligne la prégnance de nombreux discours réducteurs et stéréotypant sur l'expérience du vieillir, limitant par exemple celle-ci à la dépendance : comment, dans ce contexte, les approches participatives peuvent-elles inverser les choses ?

Ainsi, cette journée a d'emblée été placée sous le signe d'un défi pour ses participants et d'une réelle confiance dans la communauté scientifique qu'ils représentent pour adresser des questions qui ne font pas consensus, ni entre les différents acteurs du champ de la vieillesse, ni entre les différents chercheurs travaillant sur le vieillissement. Et ce sont des membres de cette communauté qui ont contribué à la réflexion, qu'ils/elles soient doctorant-e-s, post-doctorant-e-s, enseignant-chercheur-e-s ; qu'ils/elles soient situé-e-s à l'Université ou dans des centres d'études et de recherche ; enfin, qu'ils/elles soient de disciplines différentes comme l'anthropologie, l'économie, la géographie, la gérontologie, la psychologie, les sciences politiques ou encore la sociologie.

UNE RECHERCHE SITUÉE, DES QUESTIONNEMENTS HEURISTIQUES ET ACTUELS

Dans sa présentation, **Dominique Argoud** témoigne ensuite de son rapport professionnel et personnel à ce qu'il nomme, de manière générale, les « recherches collaboratives ». En l'occurrence, on comprend rapidement que tous les chercheurs ne vont pas (et ne doivent pas) se confronter avec ce type de perspectives. Comme d'autres chercheurs présents à cette journée, D. Argoud démontre l'influence du parcours personnel du chercheur par rapport à ce type d'enquête, en se prenant lui-même pour exemple. Ainsi, son parcours a commencé dans une association, le CLEIRPPA (Centre de liaison, d'étude, d'information et de recherche sur les problèmes des personnes âgées ; www.cleirppa.fr) dont l'objectif n'était pas d'abord de produire des connaissances académiques, mais des connaissances à destination des professionnels du vieillissement. Autre caractéristique de son parcours, D. Argoud se situe dans une Faculté de sciences de l'éducation, dans un milieu où les chercheurs s'intéressent aux « recherches-action » et à des courants alternatifs en pédagogie, notamment en Amérique où la place du « travail communautaire » est développée. Croisant sa propre expérience de ce type de méthode participative (Argoud, 2015; Argoud & Chazelle, 2011) avec sa connaissance du secteur gérontologique français, il souligne l'intérêt actuel d'organismes tels que la CNSA ou la Fondation de France pour ce type de pratiques, tout en rappelant la longue expérience d'ATD Quart monde en matière de dialogue des savoirs entre personnes connaissant la pauvreté, professionnels et chercheurs à travers la démarche « Le croisement des

savoirs ». Ainsi, il pointe une série de difficultés récurrentes dans ces dispositifs de recherche qui, en France, peinent à exister dans le domaine du vieillissement. Comment expliquer que, lorsque des comités de pilotage sont créés, leur travail consiste assez peu à discuter les actions produites ? Au sein de ces méthodes, s'agit-il d'impliquer des personnes, des usagers, et/ou des professionnels ? Peut-on réellement éviter la présence, pour ces deux types d'acteurs, de « porte-paroles » pouvant faire écran à la diversité des situations et des opinions ? En outre, quand le chercheur va à la rencontre de professionnels ou de personnes âgées, on peut toujours se dire que l'un (ou l'autre !) vient sur le terrain de l'autre : comment alors s'assurer que les échanges de paroles se font bien dans les deux directions ? Pour éviter, ou à tout le moins prévenir au maximum, toute forme de domination ou d'instrumentalisation des uns envers les autres, la méthode consisterait à partir du postulat que nous serions toutes et tous concernés par les questions d'âge et de vieillissement (Argoud, 2015). Au passage, cela ne peut se faire si nous travaillons sur la « vieillesse » qui, d'emblée, est perçue comme un objet en extériorité pour le chercheur en activité. Dès lors, il ne s'agirait pas tant de « former les gens » pour qu'ils soient « de bons chercheurs » (ce qu'ils ne seraient jamais vraiment en comparaison des chercheurs professionnels), mais d'équiper les personnes d'un minimum d'éléments méthodologiques (entretiens de groupe, analyse collective, par ex.), pour surtout se concentrer sur le processus de construction de l'objet de recherche (au risque de nous répéter, le vieillissement). En somme, ce qu'apportent ces méthodes participatives se situerait bien davantage « sur le terrain », au niveau des changements de perception du vieillissement chez l'ensemble des acteurs qui prennent part à la démarche. Leur garantie scientifique se situerait dans la réflexivité non plus du seul chercheur, mais de l'ensemble des participants, en ce y compris le chercheur. Mais, dans ce cas, peut-on évaluer ces changements et peut-on les considérer comme un apport à la connaissance ?

En donnant ensuite la parole à **Carlyne Berthot** (Université Grenoble Alpes) et Floriane Garin (Université Lyon 2), toutes deux doctorantes en Cifre (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche) engagées dans le cadre de démarches « Villes amies des aînés » (VADA), la matinée se poursuit autour de ces relations qui sont au cœur de chacun des projets de thèse. Selon C. Berthot, c'est effectivement la réflexivité qui permet d'éviter de tomber dans les pièges des « porte-paroles », à condition d'être capable de se positionner à la fois comme professionnelle (au sein d'un service municipal) et comme chercheuse. Pour cela, la question de la « confiance » se travaille dans l'action. Pour F. Garin, cette réflexivité se traduit par l'acceptation que cela « prend du temps » de « penser le projet » pour qu'il entre en cohérence avec son projet personnel de thèse et avec la mission VADA que lui confie la ville qui l'accueille en Cifre. Dans son cas, son objet de recherche est par exemple en partie décalé de sa mission VADA. Dès lors, et c'est notamment le rôle joué par un directeur de thèse, il s'agit de bien clarifier les rôles de chacun dès le départ du projet ainsi que la définition des attentes réciproques. En d'autres termes, le chercheur est amené à préciser non seulement ce qu'il attend du terrain, mais également ce que la recherche va apporter aux acteurs du terrain.

Pour clore la matinée, **Catherine Gucher** présente un dispositif de l'Université de Grenoble Alpes qui encourage les relations avec la société civile. En effet, la Structure Fédérative de Recherche (SFR) « Santé Société » a été fondée en 2011 par 11 laboratoires de recherche et avec des acteurs de la société civile, qu'il s'agisse de professionnels socio-sanitaires ou des usagers ou leurs représentants. Dès le départ, la posture était de se mettre et de rester à l'écoute de cette société civile et d'orienter les travaux « au bénéfice des usagers » ; enfin, d'entrée de jeu, il était aussi question de viser des « dynamiques de recherche participatives associant les acteurs à part entière ». À travers un regard rétrospectif sur cette structure qu'elle a participé à mettre sur pied, C. Gucher propose de déplacer le curseur de la journée : ne pas rester dans le « comment faire » la recherche participative, mais « pour quoi faire » ce type de recherche ? Ainsi, l'un des enjeux, avec la SFR notamment, est de savoir si ce type de production doit soutenir ou non une transformation sociale. Une autre question est celle de la formation des participants à ce type de démarche. Toutes ces questions viseraient à décloisonner les rapports entre les différents mondes et acteurs impliqués afin de construire des passerelles entre eux. Finalement, il s'agit aussi de savoir comment « qualifier » les recherches que la SFR a soutenues depuis près de 10 ans. Certaines peuvent être qualifiées de « recherches participatives » dans la mesure où le problème a été identifié par la communauté et qu'ensuite, il y a eu un développement de connaissances porté par cette communauté. D'autres actions sont davantage des « séminaires de recherche collaborative » où la production de connaissances est le fruit de la mobilisation de chercheurs, de professionnels et d'usagers ou de leurs représentants.

Le programme de l'après-midi débute avec un questionnement porté par **Anne-Bérénice Simzac** au sujet de son accès au terrain : en effet, pour se « rapprocher » des acteurs du terrain, elle a constaté qu'elle avait mené ses travaux « là où ça passait ». Durant sa thèse, A.-B. Simzac était employée par la Fondation Médéric Alzheimer. Lorsqu'elle se rendait sur des lieux d'observation, au sein d'Ehpad en particulier, leurs directeurs commençaient d'abord à la percevoir comme « la personne du centre » qui venait contrôler leur action. Pour avoir accès à la parole des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, on retrouve la même recherche d'une forme de « confiance » vis-à-vis d'eux. Celle-ci a pu d'abord s'établir par la signature d'une « charte » qui permettait à ces directeurs de prendre distance avec leur vision initiale à son égard. Ensuite, A.-B. Simzac s'est intéressée à différents projets européens soutenus notamment par des fondations au sein de la « European Foundations' Initiative on Dementia (EFID) ». L'EFID soutient les initiatives des organisations locales en octroyant des prix et des subventions, mais aussi en favorisant le renforcement des capacités et le « réseautage ». Parmi ces projets, certains proposaient explicitement d'encourager l'expression des personnes malades. En écho aux questionnements de C. Gucher sur la porosité des mondes de la recherche et de la société civile, A.-B. Simzac se demande finalement s'il faut, et comment, s'inspirer des projets nés en dehors du monde académique ?

Avec la présentation de **Méline Cervera** nous replongeons littéralement au cœur du questionnement académique puisque cet intervenant propose de réfléchir à l'hypothèse d'une possible mesure de la participation des publics sur un territoire donné. Travaillant dans le domaine de l'Economie sociale et solidaire (ESS), M. Cervera souligne que cette hypothèse sera notamment orientée par la discipline de base du chercheur : en tant qu'économiste, c'est d'abord questionner la participation en termes d'objectivation : participer oui, mais participer à quoi ? Et ensuite « compter » et « se compter » pour exister dans la discipline. En tant que sociologue, c'est davantage l'attention aux formes de l'engagement que décrivent les travaux sur la participation : ici, on va distinguer l'expertise d'usage ou profane de l'expertise savante, expertise qui peut s'agréger autour de la constitution d'un acteur collectif ; s'interroger sur la professionnalisation de ces collectifs, de ces « porte-paroles » est une autre manière d'approcher l'objet de la participation. Pour autant, dans tous les cas, il s'agirait moins, comme en économie, de s'intéresser à la participation comme un objet que comme un processus. Au cœur de ces processus, M. Cervera invite à penser aux acteurs hybrides car, de son point de vue, les travaux de recherche se sont surtout intéressés aux processus institutionnalisés et moins aux processus d'auto-formation des collectifs. Lorsque l'on se penche sur les dispositifs de recherche qui promeuvent des processus participatifs, on peut en distinguer quatre formes : la recherche co-construite dès le départ et suivie par des acteurs ; la recherche expérientielle qui, à l'instar de la démarche de P. Freire, suppose une expérimentation personnelle ; la recherche d'expériences partenariales et coopératives telles qu'Henri Desroche a exploré durant sa carrière à l'EHESS ; enfin, les formes de « recherches actions » du travail social étudiées et discutées au CNAM. Eu égard aux difficultés rencontrées dans ces diverses approches (temporalités différentes entre acteurs ; cloisonnement disciplinaires ou langagiers ; politiques publiques fonctionnant en silo), il s'agirait in fine de réfléchir au final à quel niveau poser et considérer la démarche participative : au niveau d'un territoire ? D'une organisation ? Ou encore à celui de l'interaction avec des publics d'une politique sociale ou sanitaire ?

Donnant à voir un regard géographique, **Mélina Ramos** interroge un outil fréquemment utilisé et promu par la géographie : le « diagnostic territorial » est-il un outil participatif ? Si celui-ci a été au cœur de sa démarche doctorale, M. Ramos revient sur ce que révèle la manière dont elle a procédé et les effets que cela a produit. En tant que géographe, elle a d'abord travaillé à partir de cartes. Partant de ces cartes, elle a choisi des territoires qui étaient pertinents pour son projet de recherche centré sur les politiques publiques du vieillissement. Travaillant avec les Conseils départementaux, disposant de la compétence en la matière, elle a alors voulu voir « ceux qui font la politique locale du vieillissement » dans 8 territoires différents. Promue au niveau local, la « participation » des différents acteurs posséderait ses propres limites : ainsi, bien qu'ils en soient des acteurs essentiels, les ARS et les infirmiers/ières libérales ne viennent pas aux groupes de discussion. Et quand M. Ramos construit des indicateurs pour savoir qui parle le plus lors des rencontres qu'elle organise, elle révèle de véritables rapports de force de territoires au sein desquels la figure du gériatre serait récurrente.

Pour clore la journée, **Melisa Audet**, de l'Université de Sherbrooke au Canada, vient présenter certaines pratiques émergentes qu'ils mettent en place en termes de « participation des aînés à la vie scientifique ». Comme D. Argoud, M. Audet commence par évoquer son propre parcours afin de souligner qu'elle-même se situe à l'intersection de différents domaines et d'un intérêt certain pour les questions d'inégalités sociales ; et ces pratiques qu'elle évoque s'inscrivent elles-mêmes dans le contexte québécois d'une attention à la « participation sociale des aînés » à la société, directement inspirée du modèle du « vieillissement actif » de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). C'est dans ce contexte qu'elle discute deux pratiques menées à Sherbrooke : inspiré des « Living Labs », le « Laboratoire d'innovations par et pour les aînés (LIPPA) » a été mis sur pied en 2016 à la croisée d'un attrait pour cette « participation sociale des aînés » et d'une perspective en faveur de l'intersectorialité. Celle-ci se retrouve dans l'importance accordée au croisement de savoirs académiques, expérientiels et professionnels. Par exemple, un « comité d'aînés » y dispose d'un rôle de consultation et de facilitation. Et le LIPPA soutient des recherches menées « pour et par » des aînés et orientées vers des innovations sociales qui répondent aux problèmes soulevés par les acteurs eux-mêmes (à l'instar du projet « Mobilisés », projet de « co-création par et pour les aînés d'un guichet unique en mobilité »).

Ensuite, M. Audet expose la constitution, relativement récente, du « groupe de recherche intergénérationnel sur le vieillissement: le GRIVE ». Ici, ce sont des personnes âgées qui fondent le groupe avec des chercheurs académiques plus jeunes. Et ces personnes deviennent de véritables « co-chercheurs » en étant formées et en prenant part aux différentes étapes de la recherche (établissement du projet de recherche; formation à la collecte de données ; co-création des outils de collecte ; formation à l'analyse qualitative d'entretiens).

Partant de ces deux expériences, M. Audet expose moins un savoir stabilisé qu'un ensemble de questionnements : ainsi, il n'est pas certain que les personnes âgées doivent être tout le temps présentes dans un processus de recherche ; comme en écho à de nombreux échanges de la journée, c'est une fois encore la question des « processus » et de la « réflexivité » collective qui est en jeu. Et, là aussi, on retrouve des éléments récurrents à l'ensemble des interventions de la journée, qu'elles concernent des formes de participation avec des professionnels ou avec des usagers ou des citoyens :

- mettre en place ce type de démarche nécessite de clarifier les rôles et les attentes de chacun
- la manière de faire vise la confiance des participants, elle suppose une capacité du chercheur académique à se mettre à l'écoute des besoins de ces participants
- les réalisations sont partagées collectivement et humblement.

EN CONCLUSION

Pour conclure, **Jingyue Xing**, dans un rôle de discutante et de synthèse de la journée, invite à maintenir cette réflexivité du chercheur en alerte en s'interrogeant :

- Qui sont les personnes âgées qui sont recrutées dans les démarches participatives ? Ne s'agit-il pas toujours « des mêmes » ? Quelle place existe-t-il pour les personnes précaires, illettrées, etc., bref, les personnes plus « dominées » ? En somme, la question transversale qui est posée est celle de la « valeur » d'une expérience aux yeux de ce type de pratiques.
- Si l'on s'intéresse aux chercheurs académiques qui participent à ces recherches, il semble également intéressant de réfléchir à leurs caractéristiques sociales : qui sont-ils ?
- Au final, quel est l'enjeu des recherches participatives ? S'agit-il de donner une légitimité politique à un projet ? D'en augmenter « l'utilité » scientifique ? Comment s'assurer d'une bonne prise en compte de valeurs communes au départ d'une démarche participative ?

Bref, tout au long de cette journée, les interventions de chercheurs de nationalités, de disciplines et de méthodologies différentes ont permis d'ouvrir les discussions autour des sens, non nécessairement convergents, que peut prendre la « participation » quand elle se confronte au vieillissement de la population et aux individus vieillissants.

RÉFÉRENCES

Argoud, D. (2015). « Je vieillis, tu vieillis, nous vieillissons... » : Retour sur une méthodologie d'intervention. Communication orale presented at the 6ème Congrès de l'Association Française de Sociologie, RT7 Versailles-Saint-Quentin, 29 juin. 6ème Congrès de l'Association Française de Sociologie, RT7 Versailles-Saint-Quentin, 29 juin.

Argoud, D., & Chazelle, M. (2011). Politique territoriale de la vieillesse: L'exemple du CLIC du Diois (Drôme). *Le sociographe*, (35), 33–43. <https://doi.org/10.3917/graph.035.0033>

Carrel, M. (2013). *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Lyon: ENS Éditions.

Gardien, E., & Jaeger, M. (Eds.). (2018). *L'implication citoyenne dans la recherche*. *Revue Vie Sociale*, n 20, Erès.

INRA. (2016). *Les sciences participatives en France. Etat des lieux, bonnes pratiques et recommandations*. Retrieved from INRA website: <http://www.sciences-participatives.com>